

Arrêt immédiat du massacre des Palestiniens !

Depuis le 24 novembre, les bombardements israéliens ont cessé sous la pression du gouvernement américain. La première puissance impérialiste mondiale craint que le Proche-Orient s'embrace. Des échanges de prisonniers et d'otages se poursuivent. Des convois humanitaires peuvent enfin entrer pour soulager un peu 2,2 millions d'otages palestiniens aux mains de l'État israélien.

La trêve n'est pas totale. Les véhicules blindés et les tireurs d'élite de l'armée israélienne continuent à ouvrir le feu sur les habitants de la zone nord qui tentent de revenir. En Cisjordanie, les colons appuyés par l'armée poursuivent leurs agressions des Palestiniens (1 400 arrestations, 190 morts par balles depuis le 7 octobre).

Pour le gouvernement israélien, il ne s'agit que d'une pause dans son entreprise de terreur à grande échelle. Le 26 novembre, lors d'une visite aux troupes israéliennes qui occupent la bande de Gaza, le premier ministre Netanyahu rappelle : « *Nous continuerons jusqu'au bout, jusqu'à la victoire* ». Le 27 novembre, le ministre de la défense Yoav Gallant déclare à un groupe de soldats que lorsque les combats reprendront, « *ils seront plus importants et se dérouleront dans toute la bande de Gaza* ».

En France, après l'opération du 7 octobre décidée par le Hamas (1 200 morts), le président, la première ministre, les grands médias, tous les partis bourgeois affirment qu'Israël est « en droit de se défendre » (EELV, Renaissance, MoDem, LR, RN...). Même le parti fascisant, fondé par des antisémites et des pétainistes, se situe « plus que jamais aux côtés de la démocratie israélienne ». Après tout, Israël est un allié de l'impérialisme français et son armée tue des Arabes.

Israël ne fait que se défendre ? Depuis le 7 octobre, son armée a causé 14 854 tués, dont 6 150 enfants. La moitié des logements ont été écrasés, presque toutes les infrastructures ont été détruites, des mosquées, des écoles et des hôpitaux ont été visés. Plus de 100 salariés de l'ONU ont été tués.

La démocratie israélienne ? Ces derniers jours, les médias rendent compte du soulagement compréhensible des familles des otages israéliens libérés. Mais sait-on que l'État israélien interdit toute réjouissance, aux proches des prisonniers palestiniens relâchés à Gaza et à Jérusalem ?

La démocratie israélienne ? L'armée israélienne interdit aux journalistes, y compris israéliens, de couvrir le conflit. Elle choisit les images qui sont fournies aux médias du monde entier. Elle cible systématiquement les reporters qui travaillent encore au sein de la population civile. Elle a ainsi assassiné plus de 50 journalistes depuis le 7 octobre.

Officiellement, l'État israélien a pour but d'éliminer le Hamas de la bande de Gaza. À moins d'exterminer la population ou de la chasser (mais l'État égyptien n'en veut pas), c'est un objectif inatteignable. Le Hamas a le soutien d'une partie significative de la population et le reste est tout aussi hostile à la colonisation sioniste.

La colonisation sioniste de la Palestine a commencé en 1882. Elle a gagné en crédibilité avec l'extermination des Juifs d'Europe par le régime nazi. Elle a été entérinée par l'ONU avec son projet de partition en 1947. Elle a été consolidée par la Nakba en 1948 et la proclamation de l'État colonial par le Parti travailliste. Elle a été renforcée quand la précédente direction bourgeoise du mouvement national palestinien a signé les accords d'Oslo de 1993. C'est la colonisation, inséparable d'Israël, son cortège de spoliations, de violences, d'humiliations qui a suscité, suscite et suscitera révolte et résistance.

Le Hamas a supplanté le Fatah parce que celui-ci est devenu l'appendice corrompu d'Israël et des puissances impérialistes occidentales en Cisjordanie. Mais le Hamas est tout aussi bourgeois, tout aussi impuissant à vaincre Israël et encore plus incapable de s'adresser au prolétariat d'Israël et des autres États de la région (Égypte, Syrie, Liban, Jordanie, Turquie, Iran...). La classe ouvrière est la clé de toute solution démocratique et progressiste, la seule force sociale qui a intérêt à une Palestine unifiée, binationale, bilingue, démocratique et laïque, dans le cadre de la fédération socialiste du Proche-Orient.

Quel que soit le gouvernement à sa tête, il n'y a qu'un État oppresseur (Israël). Quelle que soit la direction du mouvement national, il n'y a qu'un peuple opprimé (les Palestiniens).

Les travailleuses et les travailleurs doivent exiger de leurs organisations de masse (partis et syndicats) qu'elles rompent avec Macron, avec l'État français complice depuis toujours de l'État colonial, qui fait passer tout antisionisme pour de l'antisémitisme. Il faut dresser le front unique ouvrier pour le droit de manifester et pour défendre les militants syndicaux ou politiques qui sont poursuivis pour leur défense des Palestiniens face à la machine de guerre coloniale.

Dans toutes les organisations syndicales, levons le drapeau de l'internationalisme prolétarien, en particulier en bloquant la fabrication des armes françaises pour Israël, leur acheminement. Il faut faire prendre position en défense des Palestiniens. Partout, organisons-nous pour que soit repris l'appel des syndicats palestiniens (au verso).



28 novembre 2023

Appel des syndicats palestiniens

Israël a exigé que 1,1 million de Palestiniens et Palestiniennes évacuent la moitié nord de Gaza, tout en soumettant celle-ci à des bombardements constants. Cette décision impitoyable fait partie du plan israélien, renforcé par le soutien indéfectible et la participation active des États-Unis et de la majorité des États européens. Ce plan vise à perpétrer des massacres odieux et sans précédent contre 2,3 millions de Palestiniens et Palestiniennes à Gaza et à procéder à un nettoyage ethnique total. Depuis le 14 octobre, Israël a bombardé Gaza de manière aveugle et intensive : il a coupé l'électricité, l'eau, l'accès au carburant, à la nourriture et aux fournitures médicales. Israël a tué plus de 2 700 Palestiniens – dont 614 enfants, rasant des quartiers entiers, anéantissant des familles entières et blessant plus de 10 000 personnes. Certains experts en droit international ont commencé à mettre en garde contre ces actes potentiellement génocidaires d'Israël.

Ailleurs, le gouvernement d'extrême-droite israélien a distribué plus de 10 000 fusils à des colons extrémistes dans la Palestine dite « de 1948 » et en Cisjordanie occupée pour contribuer à l'escalade de leurs attaques et au lancement de pogroms contre le peuple palestinien. Les actions, les massacres et la rhétorique d'Israël témoignent de son intention de mettre en œuvre une deuxième Nakba promise depuis longtemps, expulsant autant de Palestiniens, hommes et femmes, que possible et créant ainsi un « nouveau Proche-Orient » dans lequel le peuple palestinien continuera à vivre dans une soumission perpétuelle.

La réponse des États occidentaux a été celle d'un soutien complet et total à l'État d'Israël, sans même une référence du bout des lèvres au droit international. Cela a amplifié l'impunité d'Israël, lui donnant carte blanche pour mener sa guerre génocidaire. Au-delà du soutien diplomatique, les États occidentaux fournissent des armes à Israël, autorisant les activités des sociétés d'armement israéliennes à l'intérieur de leurs propres frontières.

Alors qu'Israël intensifie sa campagne militaire, les syndicats palestiniens appellent leurs homologues internationaux et toutes les personnes de conscience à mettre fin à toute forme de complicité avec les crimes israéliens – à mettre de toute urgence un terme au commerce des armes avec Israël, ainsi qu'à tout financement et recherche militaire. Le moment est venu d'agir : les vies des Palestiniens et Palestiniennes sont en jeu.

Cette situation urgente et potentiellement génocidaire ne peut être évitée que par une augmentation massive de la solidarité mondiale avec le peuple palestinien, capable de freiner la machine de guerre israélienne. Nous avons besoin que vous preniez des mesures immédiates – où que vous soyez dans le monde – pour empêcher l'armement de l'État israélien et des entreprises impliquées dans l'infrastructure du blocus. Nous nous inspirons des précédentes mobilisations syndicales en Italie, en Afrique du Sud et aux États-Unis, ainsi que de mobilisations internationales semblables contre l'invasion italienne de l'Éthiopie dans les années 1930, contre la dictature fasciste au Chili dans les années 1970, comme d'autres actions ailleurs, où la solidarité mondiale a pu limiter l'étendue de la brutalité coloniale.

Nous appelons les syndicats des secteurs concernés à :

- Refuser de fabriquer des armes destinées à Israël.
- Refuser de transporter des armes vers Israël.
- Adopter des motions dans leur syndicat à cet effet.
- Prendre des mesures contre les entreprises complices impliquées dans la mise en œuvre du siège brutal et illégal mené par Israël.
- Faire pression sur les gouvernements pour qu'ils mettent un terme à tout commerce militaire avec Israël et, dans le cas des États-Unis, à son financement.

Nous lançons cet appel alors que nous constatons des tentatives visant à interdire et à réduire au silence toute forme de solidarité avec le peuple palestinien. Nous vous demandons de vous exprimer et d'agir face à l'injustice, comme les syndicats l'ont fait dans le passé. Nous lançons cet appel avec la conviction que la lutte pour la justice et la libération palestinienne n'est pas seulement une lutte déterminée par des particularités régionales et mondiales. C'est un levier pour la libération de tous les peuples dépossédés et exploités du monde.

17 octobre 2023

Fédération générale palestinienne des syndicats, Gaza. Syndicat général des travailleurs des services publics et du commerce. Syndicat général des travailleurs municipaux. Syndicat général des travailleurs des jardins d'enfants. Syndicat général des travailleurs de la pétrochimie. Syndicat général des travailleurs agricoles. Union des comités de femmes palestiniennes. Syndicat général des travailleurs des médias et de la presse écrite. Fédération générale palestinienne des syndicats (PGFTU). Syndicat général des enseignants palestiniens. Union générale des femmes palestiniennes. Union générale des ingénieurs palestiniens. Association des comptables palestiniens. Fédération des associations professionnelles (y compris Association dentaire palestinienne - Centre de Jérusalem, Association des pharmaciens palestiniens - Centre de Jérusalem, Association médicale - Centre de Jérusalem, Association des ingénieurs - Centre de Jérusalem, Association des ingénieurs agronomes - Centre de Jérusalem, Syndicat des vétérinaires - Centre de Jérusalem, Syndicat des journalistes palestiniens, Association du barreau palestinien, Association palestinienne des infirmières et des sages-femmes). Syndicat des travailleurs des jardins d'enfants. Syndicat des travailleurs des services postaux palestiniens. Fédération des syndicats des professeurs et employés des universités palestiniennes. Fédération générale des syndicats indépendants de Palestine (GFIU). La nouvelle fédération des syndicats de Palestine. Union générale des écrivains palestiniens. Syndicat des entrepreneurs palestiniens. Fédération des syndicats de professionnels de la santé. Syndicat palestinien des psychologues et des travailleurs sociaux.